

Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Lambaréné/Rupture de nourriture à la prison centrale

Les détenus menacent de se soulever

Esafé NDILOROU
Lambaréné/Gabon

LA rupture d'approvisionnement en vivres à la prison centrale de Lambaréné par son unique fournisseur, Lamine Cheikh, donne de l'insomnie aux responsables de cette maison carcérale, dont le commandant Honoré Mouele. "Quand le seul fournisseur de la prison centrale refuse d'alimenter la prison, que fera le personnel pénitentiaire face aux détenus et prévenus, qui sont nourris exclusivement par cette voie?", s'interroge-t-il. Cette inquiétude a commencé à se faire ressentir vers le début du mois de mai dernier, période au cours de laquelle Lamine Cheikh conditionnait déjà la livraison du moindre sac de riz au paiement de ses arriérés chiffrés à plus



Le fournisseur Lamine Cheikh ne sait plus où donner de la tête pour recouvrer son argent.

de cent millions de francs qui lui sont dus par l'État. Et comme la situation n'a guère évolué depuis lors, il a donc décidé de couper les vivres à la prison centrale. Interrogé récemment sur la question, cet opérateur économique a expliqué sa décision. "Comme vous le constatez, je suis le seul fournisseur de la prison dans cette province depuis 2014. Mais au aujourd'hui,

je suis moi-même asphyxié par les dettes non payées par l'État. Pour aller tout droit au but, j'ai une facture de plus de cent millions de francs non réglée. Je veux bien continuer à livrer de la nourriture, mais seulement, mes fournisseurs aussi de Libreville refusent de ravitailler en vivres mon magasin ici à Lambaréné, pour factures impayées. Il faut savoir que nous travaillons



La prison centrale de Lambaréné : une marmite en ébullition.

en chaîne. Ma boutique est presque vide et mon dépôt est totalement vide. Pour tout dire, je suis quasiment au sol, si je puis m'exprimer ainsi", s'est confié le fournisseur à "L'Union". Du coup, la situation alimentaire et sanitaire s'est dangereusement dégradée au sein de la population carcérale. Et, ventre affamé n'ayant point d'oreilles, les détenus menacent sans

cesse de se soulever. Pour pallier un tant soit peu ce manque de nourriture, un des fils de la province du Moyen-Ogooué, Richard Auguste Onouvié, a apporté dernièrement sa contribution aux prisonniers en leur offrant plus de trois tonnes de riz et de volaille. Cette bouée d'oxygène a aidé à tenir le coup. Mais un mois après, le gestionnaire du stock

sonne le tocsin, parce que le stock de nourriture est épuisé. Ou presque. Cette rupture de stock inquiète à nouveau les responsables de la prison qui redoutent le pire, tant le silence des pouvoirs publics face à cet épineux problème n'est pas de nature à les rassurer. Le fournisseur, quant à lui, aujourd'hui presque ruiné, lance un cri de détresse en direction des décideurs: "Je sollicite des instances supérieures de la République et de la province, de revoir ma situation par rapport aux factures impayées. Cette situation me pénalise et se ressent sur les employés de ma boutique. Ces derniers n'ont plus leurs salaires à temps à chaque fin de mois. Je suis prêt à faire des concessions si et seulement si mes factures sont payées dans l'intégralité. Je vais recommencer à livrer des vivres comme avant pour une longue durée".

Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Recensement général de l'agriculture (RGA)

Le projet présenté aux responsables administratifs et élus locaux



Le gouverneur Benjamin Bangué Mayoubi pendant la réunion.

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

DANS le cadre de la mise en œuvre effective du Recensement général de l'agriculture (RGA) et du nouveau système Country STAT-Gabon pour la diffusion et l'archivage des résultats de cette opération, une réunion d'information et de sensibilisation s'est tenue dernièrement au gouvernorat de la province de la Ngounié, à Mouila. Animée par un cadre du ministère de tutelle, Mireille Boungouendji Niangui, cette rencontre à l'intention des responsables administratifs, des élus locaux, des services de la province agricole, de la Caistab, de la pêche, ainsi que des eaux et forêts et de l'aquaculture, s'est déroulée en présence du gouverneur Benjamin Bangué Mayoubi. À l'ordre du jour, d'une

part, a expliqué Mme Boungouendji, présenter le projet RGA à toutes les parties prenantes en vue de son appropriation, et solliciter de la part de ces acteurs une franche collaboration en vue de mobiliser les populations et accompagner les équipes du RGA autour des objectifs à atteindre. Et, d'autre part, il était question de procéder à l'identification des potentiels agents recenseurs et chefs d'équipes qui doivent poursuivre l'opération avec la mission officielle, tout en renforçant leurs capacités à travers des formations en aval. La province de la Ngounié doit enregistrer 180 agents exerçant de préférence dans les administrations publiques. Pour la simple raison qu'ils sont stables. "Il n'est nullement question de remettre du matériel aux personnes n'exerçant aucune activité. L'opération doit être soutenue par l'administration en géné-



Les représentants des collectivités locales dont le maire Jean Norbert Diramba (costume).



Mireille Boungouendji Niangui pendant son exposé.



Les responsables des administrations concernées.

ral. Notamment tous les services compétents en la matière", a insisté Mireille Boungouendji Niangui. Au départ, ce sont 400 dossiers qui ont été enre-

gistrés. Mais seuls 61 émanant de l'administration publique ont été reçus. Ce qui veut dire, a-t-elle déploré, que de nombreuses administrations ne se sont

pas impliquées. Toute chose qui met à mal la mission dans les prévisions de l'activité, car ce sont plutôt les sans-emploi qui sont en grand nombre, soit près de

250. Tout en sachant que le RGA est étalé sur trois ans. La formation devrait démarrer en ce mois de juillet et va durer trois semaines environ, avant le déploiement des agents recenseurs à travers les différents sites de la province. Et progressivement, à la deuxième, puis à la troisième année, suivront des activités spécifiques en fonction des objectifs poursuivis par le RGA. Les agents vont passer dans les villages, quartiers et maisons pour poser des questions y relatives. Ils s'adresseront essentiellement aux personnes et entreprises qui pratiquent l'agriculture, l'élevage, la pêche, etc. À terme, le RGA permettra de doter le Gabon d'un système intégré des statistiques agricoles capables d'aider à la conception et à la définition des politiques de la filière qui soient adaptées et efficaces.